

“Un effet Justine Henin pour la formation en alternance”

■ La ministre Eliane Tillieux (PS) veut renforcer une filière encore marginale en Wallonie.

Stéphane Tassin
Envoyé spécial en Suisse

La candidature de Charleroi au Mondial des métiers 2019 (compétition où la Suisse est l'une des deux meilleures nations du monde), si la ville wallonne l'obtient (réponse le 10 août), la vitrine idéale pour promouvoir les métiers manuels en Wallonie. “J'aimerais un effet Justine Henin. Quand elle gagnait des tournois prestigieux, beaucoup de jeunes se mettaient au tennis”, explique la ministre wallonne de l'emploi et de la formation, Eliane Tillieux en visite en Suisse cette semaine.

Pour arriver à ses fins et combler partiellement mais sûrement le problème de chômage des jeunes en Wallonie et à Bruxelles, le gouvernement wallon, en lien avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, mise sur la formation en alternance. Le principe est simple: le jeune (ou le moins jeune d'ailleurs) passe un ou deux jours par semaine dans un centre de formation (IFAPME, Cefa, etc.) et le reste de la semaine dans une entreprise afin de se former à son futur métier.

Et ça marche, puisque rien qu'à l'IFAPME, 88% des personnes qui ont terminé le cursus décrochent un emploi dans les six mois. Le hic? C'est ce que ce type d'apprentissage reste finalement assez marginal en Wallonie et à

Bruxelles. La formation en alternance n'est pas forcément connue, elle se perd parfois dans la diversité peu rationnelle des réseaux qui l'organisent et dans l'image que portent, encore souvent, les métiers manuels. Même si la formation en alternance propose aussi des métiers liés à l'artisanat ou aux arts.

L'imperméabilité entre les réseaux d'enseignement technique et professionnel, la formation en alternance et l'enseignement supérieur universitaire ou non est source de difficultés chez nous.

“Une vraie filière”

C'est pour toutes ces raisons que la ministre wallonne de l'Emploi et de la Formation, Eliane Tillieux (PS), s'est rendue en Suisse romande (Genève) et alémanique (Berne) pour se faire expliquer les raisons du succès de ce type d'enseignement (40% des jeunes y passent).

Même si les études universitaires restent une exigence de nombreux parents (de nombreux Suisses le confirment), “la formation en alternance est une vraie filière à laquelle on ne peut qu'adhérer”, explique la ministre, convaincue que les moyens financiers à mobiliser restent marginaux pour assurer le succès de la filière au sud du pays.

Deux problèmes (voir ci-dessous): les syndicats et le monde de l'entreprise ne semblent pas très chauds sur ce sujet: “On pourrait imaginer, dans le cadre

de la réforme des aides à l'emploi, que certains incitants soient conditionnés à l'accueil de stagiaires en formation.”

La ministre, pour arriver à convaincre le monde entrepreneurial de se joindre à l'effort (en Suisse, ils sont partie prenante du système), relatera les propos tenus pendant la mission qui avancent une rentabilité à moyen terme de 5 à 7% pour les entreprises accueillant des stagiaires.

Un chiffre donné par le département fédéral suisse de l'économie, de la recherche et de la formation.

Pour permettre à la formation en alternance de se déployer en Wallonie, le gouvernement wallon, en lien avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, a créé l'Offa (Office francophone de la formation en alternance) qui doit chapeauter l'ensemble des structures. Un contrat type de stage et une rémunération uniforme pour l'ensemble des filières seront mis en place à partir du mois de septembre.

Une rentabilité à moyen terme de 5 à 7% pour les entreprises accueillant des stagiaires.

Le frein numéro un

Les patrons

Incitants financiers. Pour développer la formation en alternance, la ministre Tillieux souhaite une participation accrue du monde de l'entreprise qu'elle qualifie de réticent: “Ils demandent des incitants financiers.” Pourtant en Suisse, les entreprises ont compris que former leurs futurs travailleurs leur permettait d'obtenir une main-d'œuvre de qualité et prête à travailler lorsque la formation se termine. On peut aussi se demander si le tissu entrepreneurial wallon est suffisamment important pour accueillir tous ces futurs stagiaires. Du côté de l'IFAPME, où on travaille essentiellement avec les PME et les TPE, on pense qu'il est encore

possible d'augmenter le réseau d'entreprises participantes “de près de 20%”, explique l'administrateur général, Jacques Bounameaux. Pour le cabinet Tillieux, il est nécessaire que les grandes et très grandes entreprises s'impliquent aussi dans la formation en alternance. Elles sont, pour l'heure, selon le cabinet, quasiment absentes du système. **S.Ta.**

Le frein numéro deux

Les syndicats

Main-d'œuvre. Pour la ministre wallonne de l'Emploi et de la Formation, les réticences syndicales résident dans les salaires payés aux stagiaires (entre 250 et 430€ mensuels en fonction

de l'année d'apprentissage). “Ils considèrent que les entreprises s'octroient une main-d'œuvre bon marché”, explique la ministre namuroise, qui rétorque que “le taux d'insertion professionnelle à six mois est particulièrement important, c'est un argument de lutte contre le chômage”. Et si on suit l'exemple suisse, la formation en alternance est même un élément important de promotion sociale. Prenons simplement l'exemple du directeur d'une importante concession automobile BMW installée à Genève. Entré dans la société comme mécanicien, via des formations complémentaires, il est monté en grade. Il dirige désormais le garage en ayant comme adjoint la personne qui l'a engagé. **S.Ta.**

Commentaire*L'unif n'est pas le seul salut***Par Stéphane Tassin**

On part (trop?) souvent du postulat, chez nous, que la meilleure voie d'épanouissement reste encore et toujours celle des études universitaires et, dans une moindre mesure, celle des études supérieures. Si cette voie est certainement une source de satisfaction pour les parents, elle n'est peut-être pas celle qui comblera de joie le jeune en quête d'identité professionnelle. En outre, il est très mal vu de s'orienter vers des filières techniques et professionnelles tôt dans le cursus scolaire. C'est souvent considéré comme une disqualification sociale. C'est surtout que, chez nous, ces filières n'ont sans doute pas été suffisamment valorisées et utilisées dans le bon sens. Lors de la mission en Suisse, nous avons rencontré un député helvète. Belge d'origine, Jacques Neiryck expliquait à la délégation wallonne *"qu'il y avait trop de monde qui allait à l'université; ça ne sert à rien. La formation en alternance est la solution"*. Il a sans doute raison. Il est parfois nécessaire, dans une société qui souhaite régler de vrais problèmes comme ceux liés au chômage, de changer radicalement la manière de voir les choses; en cessant de s'accrocher aveuglément à une époque qui n'existe plus, mais toujours en respectant l'individu. La formation en alternance et les filières plus manuelles constituent une solution. Nous l'avons sous le nez; elle fonctionne dans des pays qui nous sont proches. Pour changer nos mentalités, il faudra certainement plus que les cinq ans que dure une législature. La ministre Tillieux le sait; elle devra faire avec.